



ÉCONOMIE.

Espionnage industriel : le combat s'organise

Les entreprises et les administrations françaises sont-elles adaptées pour lutter contre l'espionnage industriel et financier ? Jacques Myard est vice-président de la délégation parlementaire au renseignement (DPR). Il alerte les autorités sur plusieurs points faibles, comme la grande naïveté de Bercy et l'absence de culture générale sur le renseignement.



En médaillon, Jacques Myard, le député de Maisons-Laffitte a participé au rapport parlementaire sur le renseignement.

« En matière de renseignement économique, on ne peut que constater la grande naïveté de l'administration française qui ne se dote pas de moyens de protection de ses données. Nous avons tacié le ministère de l'Economie et des Finances qui manie des informations confidentielles, mais qui n'a pas conscience qu'elles peuvent faire l'objet d'attaques économiques. » Selon Jacques Myard, le vice-président de la délégation parlementaire au renseignement (DPR) qui vient de rendre son rapport à François Hollande, la France qui dispose pourtant avec les

Américains d'une puissante protection des données avec des capacités techniques autonomes, n'a pas encore cette culture du renseignement qui la protégerait d'attaques étrangères. « Trop d'ingénieurs qui voyagent à l'étranger, emmènent avec eux leur ordinateur contenant un tas d'informations confidentielles. C'est criminel et imbécile ! Ils ont vite fait de se faire "stamper" leur ordinateur par des adversaires potentiels. Il y a des gestes, des réflexes à avoir pour ne

pas divulguer ce type de renseignement. Les chambres d'hôtel qui ne sont pas sécurisées peuvent être fouillées. Je peux vous dire que tout ceci n'est pas un roman. C'est la réalité. »

Par ailleurs, lorsqu'un ingénieur se rend à l'étranger, le simple fait d'utiliser comme carte bancaire une American Express permet aux services de renseignement américains de le localiser n'importe où. S'il présente avec lui des données confidentielles, les risques d'intrusion dans ses don-

nées informatiques sont bien présents. Dans le rapport, les mises en garde sont ainsi larges. « En matière de concurrence commerciale, nous rappelons qu'il n'y a pas d'amis. Nos partenaires européens nous espionnent, nous en avons la preuve », rappelle le député des Yvelines.

Jacques Myard qui a travaillé à ses débuts au Quai d'Orsay le sait bien. « Si Bercy présente des faiblesses importantes, le quai d'Orsay a été fortement renforcé. »

Le rapport de la délégation parlementaire au renseignement pointe encore le problème du secret de l'entreprise. « Nous devons faire en sorte par la loi qu'elle puisse se protéger de toute intrusion extérieure, précise le législateur qui souhaite instaurer un délit pénal en la matière. Chez nous, en France, n'importe qui peut avoir accès aux Kbis des entreprises. Les Américains en sont friands alors que ces informations sont confidentielles en Grande-Bretagne. » Ces éléments qui paraissent anodins montrent les forces et les faiblesses des entreprises, dont certaines sont alors rachetées par les Américains à des fins de contrôle.

Michel Seimando

Les recommandations du rapport

Tout en faisant le point de façon constante sur la menace terroriste jihadiste, la DPR a essentiellement travaillé sur les cinq thèmes suivants :

1 - Le renseignement économique et financier

La DPR a constaté avec étonnement la faiblesse de la culture de sécurité et de renseignement du ministère de l'Economie et des Finances qui frise la naïveté. La DPR demande que les PME puissent bénéficier d'une nouvelle loi pour protéger le secret des affaires.

2 - La nécessité d'une loi pour protéger et encadrer l'action des services

Les membres de la DPR sont parvenus à la conclusion qu'une loi devait asseoir et protéger l'action des services.

3 - Le renseignement intérieur

La transformation de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) en Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi) n'est en rien qu'une question de vocabulaire mais la traduction d'une nouvelle impulsion pour lutter contre le terrorisme. La création du Service de contrôle du renseignement territorial (SCRT) comble le vide résultant de la suppression des RG que le service départemental d'information général (SDIG) n'aurait pas pu pallier en raison de la faiblesse de ses effectifs.

4 - Le monde après Snowden

Jean-Jacques Urvoas et Jacques Myard ont effectué des missions, à Londres et à Washington, pour prendre la mesure des moyens dont disposent les organismes anglais et américains chargés du contrôle de leurs services respectifs. A ce titre, ils ont pu évaluer les moyens américains qui disposent de seize agences de renseignement coordonnées par un directeur coordinateur bénéficiant de 1 600 agents.

Le rapport publié de la DPR est consultable en intégralité sur Internet : www.assemblee-nationale.fr/14/rap-off/i2482.asp

«L'espionnage a pesé sur la vente d'Alstom»

La Délégation parlementaire au Renseignement (DPR) pointe une certaine forme de naïveté de la part des administrations et, a fortiori, des entreprises françaises face aux attaques étrangères. Qu'en pensez-vous ?

« La naïveté des entreprises est un vieux débat. Les premières discussions ont démarré en 1995. Les progrès sont lents. En France, on part du principe que la loi du marché s'applique, on a tendance à penser que tous ceux qui alertent les autorités, les entreprises sur le piratage des données, sont des Cassandre ou des personnes souffrant de paranoïa. Pourtant, des chefs d'entreprise ne veulent pas voir la réalité. De même, l'administration joue difficilement son rôle. Le rapport le dit : Bercy n'utilise pas le renseignement en interne. »

La France est en retard dans le domaine ?

« Aux Etats Unis, les services de renseignement comme la CIA ou la NSA, travaillent au profit de grands groupes. Nous avons pu démontrer que la vente d'Alstom à General Electric était liée aux pro-



Eric Denécé.

cédures judiciaires pour corruption engagées contre le groupe et ses dirigeants. Ces procédures ont joué un rôle déterminant dans la cession de la branche de la société française. Par ailleurs, pour aboutir à cet accord et pendant toute la période des négociations, il y a eu une multiplication d'affaires dans l'affaire avec des suspensions de cours et de délits d'initiés, de conflits d'intérêts, de projet de déménagement du siège d'Alstom à Singapour. Autant d'éléments qui, ajoutés à la vente déshonorante d'activités stratégiques nationales, font de l'affaire Alstom un véritable scandale d'Etat.

Propos recueillis par Michel Seimando

CV EXPRESS

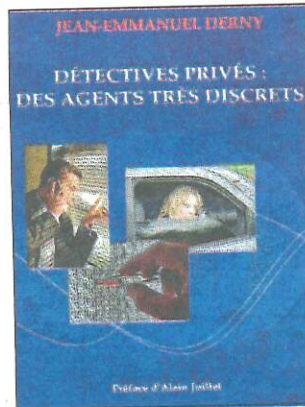
Eric Denécé est le directeur du CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement). Il dirige une société de conseil Risk Management. Il a été officier-analyste à la direction de l'évaluation de la documentation stratégique du secrétariat général de la défense nationale (SGDN), ingénieur commercial export chez Matra Défense.

A Versailles, Roches Investigations protège les données des entreprises

Prévention, détection d'écoutes, audit de vulnérabilité... L'agence Roche Investigations située à Versailles protège les données des chefs d'entreprise. A sa tête, Jean-Emmanuel Derry explique : « Les patrons sont très (trop ?) honnêtes. Ils ne voient pas le mal. J'ai déjà mis en garde des chefs d'entreprise qui me répondaient : "Non, ce n'est pas possible !". En matière d'espionnage industriel, les films sont en retard sur la réalité. »

Un guide Afnor sur la prévention et la gestion des fuites d'information doit justement sortir ce mois-ci. « Il va traiter du sujet dans tous les domaines, du vol d'ordinateur, au piratage de mots de passe », précise Jean-Emmanuel Derry. Le détective privé (on dit agent de recherches privées) est, par ailleurs, président du Syndicat national des agents de recherches privées (SNARP-France détectives).

Il précise : « Il existe aujourd'hui des films de protection pour les écrans d'ordinateurs et de téléphones afin de masquer ce qui est affiché. Un smartphone peut être piraté à dis-



tance, différents moyens existent à partir de logiciels espions. J'explique encore qu'il ne faut jamais ouvrir un mail avec la pièce jointe d'une personne que vous ne connaissez pas. Dans le meilleur des cas, vous recevrez des tonnes de publicités ; dans le pire des cas, vous serez espionné. »

Selon l'agent de recherche, il y a très peu de détectives spécialisés dans le "dépoussiérage" (recherche d'outils et logiciels espions). « Un nouveau métier apparaît d'ailleurs, c'est le responsable de la sécurité SI (Sécurité Informatique), c'est dire », ajoute Emmanuel Derry.

Autre conseil : ne pas se séparer de son matériel. Dans un train, le dirigeant d'une grande société s'est fait voler son ordinateur portable qui contenait des réponses à des appels d'offres.

« Le facteur humain reste fragile : l'argent, le sexe, l'alcool, conduisent à des affaires de chantage. »

Autre technique : l'éllicitation. Elle permet d'arracher, au cours d'une simple conversation, la vérité sur un sujet bien précis : numéro de compte bancaire, concurrence déloyale... Dans des entreprises, on peut placer des valises qui brouillent les ondes des téléphones portables avant chaque réunion sensible.

« Des micro-canons avec antenne parabolique pour écouter les conversations d'un immeuble à l'autre, ce n'est pas que dans James Bond, assure Jean-Emmanuel Derry. Des industriels nous demandent aussi des contre-filatures. Cela consiste à surveiller et filer un ou des salariés qui peuvent être victimes d'espionnage. Néanmoins, il faut l'accord de ces salariés pour être dans la légalité. »

M. S.